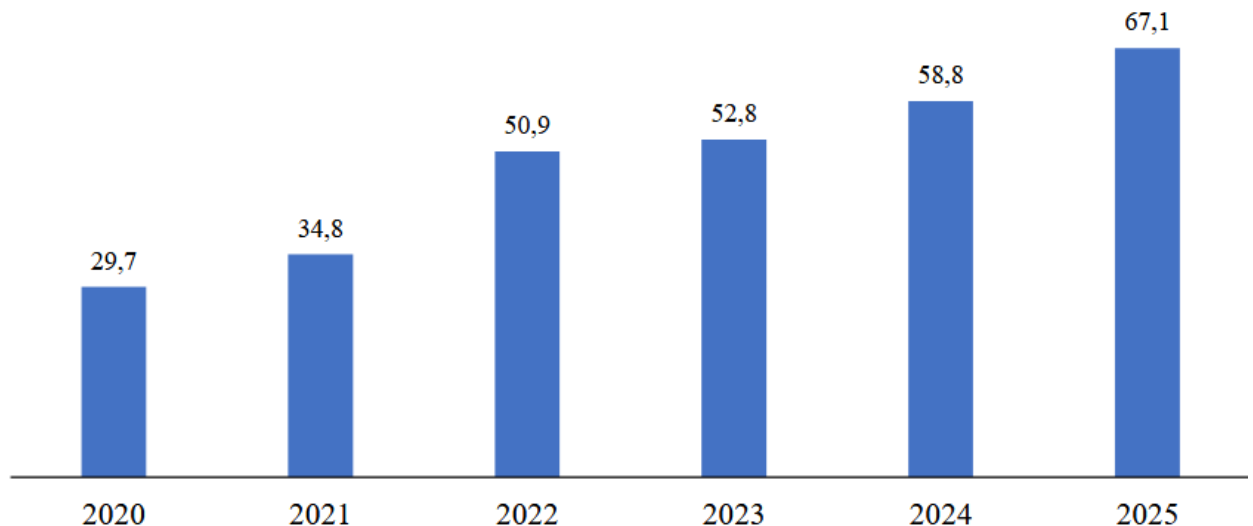


## La dette, fin de partie

Depuis 1975, la croissance de la dette souveraine française est vertigineuse. Cela ne peut évidemment pas durer. Elle va « exploser », mais quand ? Les oiseaux de mauvais augure se sont pour l'instant trompés.

La réponse vient des intérêts à payer. Eux aussi croissent exponentiellement. Voici les chiffres donnés par le [Haut Conseil des Finances Publiques](#) en janvier 2025, dans son analyse du Projet de Loi de Finances.

**Graphique 6 : charge de la dette entre 2020 et 2025 (en Md€)**



*Sources : Insee, prévisions 2024 et 2025 du PLF-PLFSS pour 2025 amendé*

La prévision de 67,1 Md€ en 2025 est sous-estimée : les taux d'intérêts consentis à la France augmentent.

Ce chiffre correspond à 1000 € par Français, ou à 3600 € par ménage payant l'IR. Il représente presque 20 % des recettes fiscales nettes 2025, prévues à 350 Md€.

Ces intérêts profitent aux plus riches (voir [wikipedia sur le « quantitative easing »](#), §Augmentation des inégalités).

Les marchés financiers vont siffler la fin de la partie. Il va falloir payer dès 2026, vu le contexte politique et social peu rassurant. Voici quelques éléments clés de compréhension.

## Le déficit budgétaire

Le chiffre de 2024 a été une mauvaise surprise : 156 Md€ (170 Md€ [selon l'INSEE](#)). Erreur de prévision ou communication trompeuse ?

Le PLF 2025 prévoit 139 Md€.

## Les retraites

Selon le COR, elles ont coûté 407 Md€ en 2024. Les retraités seront forcément mis à contribution, en particulier les fonctionnaires de l'État.

## Les réductions générales de cotisations patronales

Les RGCP (bas salaires) coûtent 80 Md€ par an. Elles comprennent trois dispositifs : « Fillon » (entre 1 et 1,6 SMIC), « CICE » (6 % du brut en dessous d'un seuil maintenant inférieur à 2,5 SMIC) et « AF » (1,8 % du brut en dessous d'un seuil maintenant inférieur à 3,5 SMIC).

Un décret du 4 avril 2025 m'avait échappé. Il a un peu réduit les seuils « CICE » et « AF ». Le nouveau barème est applicable dès le 1/1/2025 !<sup>1</sup> Cette discrétion donne à penser sur la qualité des informations données par les médias grand public et les politiques.

Un [décret du 4 septembre 2025](#) remplace les trois dispositifs par un seul à compter du 1/1/2026. Alors que beaucoup confondent millions et milliards, et peinent avec la règle de trois ou la lecture d'un graphique, la formule donnant le taux de réduction appliqué au salaire brut est la suivante :

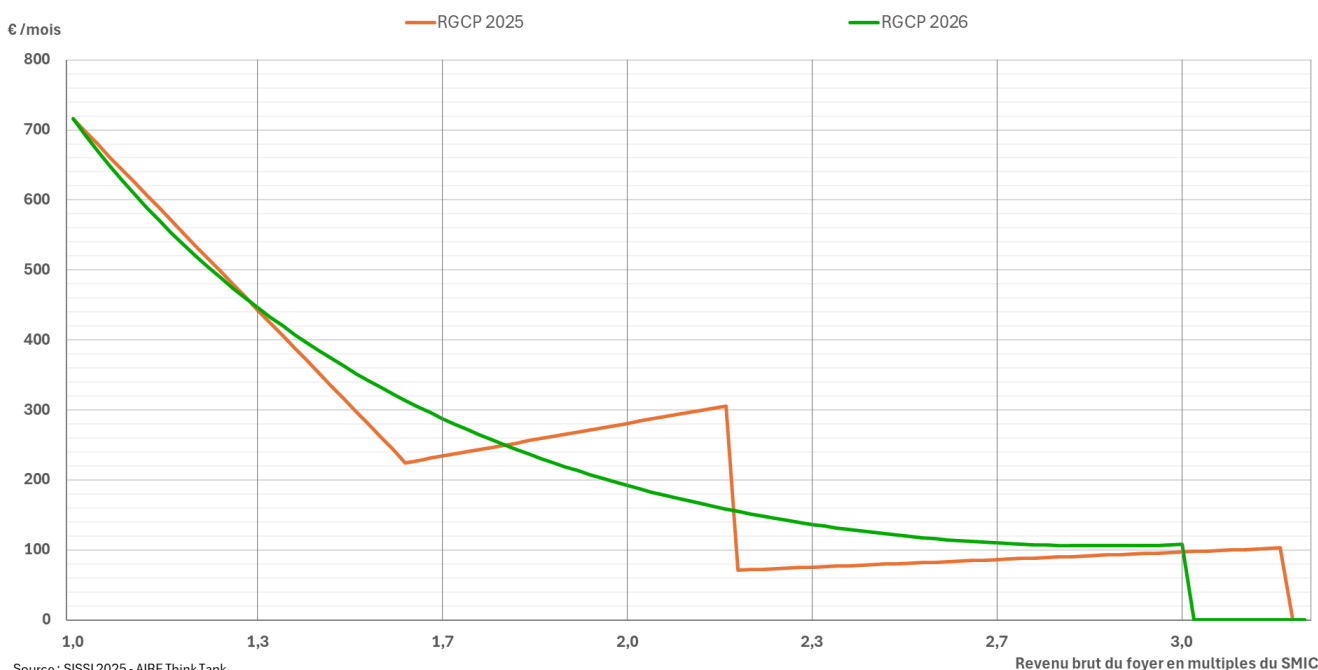
$$\text{Coefficient} = T_{\min} + (T_{\text{delta}} \times [(1/2) \times (3 \times \text{SMIC} / \text{rémunération brute} - 1)]^P)$$

Avec  $P = 1,75$      $T_{\min} = 0,02$      $T_{\text{delta}} = 0,3773$  en deçà de 50 salariés et 0,3813 au-delà.

Elle s'applique entre 0 et 3 SMIC et produit un lissage sans changer les ordres de grandeur :

### Réductions générales des cotisations patronales

Passage de 2025 à 2026



Pour supprimer les RGCP, il faudrait bousculer le « mur du SMIC ».<sup>2</sup>

## Les subventions aux énergies intermittentes

Il y a 15 ans, on pouvait croire à l'incompétence de politiques (EELV...) n'ayant pas compris le caractère intermittent des énergies dites renouvelables : éolien et solaire, qui produisent des Kwh quand on n'en a pas besoin. Or, [l'annexe 18](#) du rapport de l'assemblée nationale sur les comptes 2018 expliquait déjà que L'État avait dépensé en faveur de l'éolien plus de 100 milliards pour une amélioration nulle du bilan carbone. Pourtant, on continue : le montant des subventions 2025, prévu à 8,8 milliards, devrait atteindre 10,9 milliards [selon Les Echos](#).

<sup>1</sup> Ce n'est pas vraiment rétroactif. Les RGCP sont calculés sur le salaire brut annuel. Les montants mensuels figurant sur les bulletins de salaire sont une provision.

<sup>2</sup> Une mutualisation interentreprises en vue d'une Sécurité économique et sociale est une idée intéressante développée par l'[ALSES](#). Elle pourrait remplacer les RGCP.

Fabien Bougé<sup>1</sup>, parmi de nombreux autres, démontre qu'il s'agit d'une guerre de l'énergie, d'un lobbying basé sur le mensonge et la corruption.

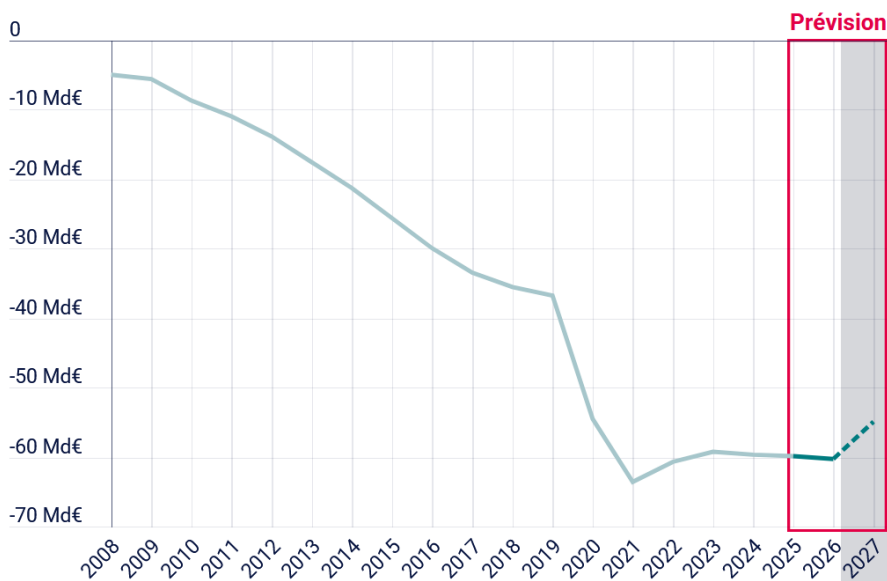
### La TVA

Son assiette pourrait être élargie : carburant de l'aviation (mais c'est une question internationale), secteur bancaire (l'exonération de TVA est compensée par une taxe sur les salaires qui devient avantageuse avec l'automatisation)...

### Le chômage (UNEDIC)

Les indemnités de chômage ont été réduites. Mais le problème de la dette accumulée reste entier.

Endettement du régime d'assurance chômage, en Md€



Source : Unédic, prévisions financières de l'Unédic de juin 2025.

Note : la dette financière nette de 2027 est estimée sous l'hypothèse qu'aucun prélèvement État ne sera effectué cette année-là.

On pourrait faire un constat similaire pour la SNCF et EDF.

### Les emplois publics

Depuis des dizaines d'années, rien n'a été fait pour organiser l'État de manière rationnelle (mille-feuille...). Quel que soit le sujet que l'on regarde, la complexité inutile, l'ineptie des règles que l'administration doit (faire) appliquer et l'ingérence d'un État nounou laisse pantois.

La masse salariale 2024 de l'État, cotisations patronales comprises, est de 362 Md€.

Il semble raisonnable de viser à long terme la suppression d'un million d'emplois bureaucratiques (soit 60 Md€ par an). Mais cela demande de repenser le management bicéphale politique + administration, et la manière d'articuler démocratie et compétence : comment donner plus de pouvoir et de responsabilités aux experts ?

Pour simplifier, une démarche du type « [allocation familiale unique](#) » et « [impôt négatif](#) » (ou revenu universel) est essentielle.

<sup>1</sup> Voir son livre « Guerre de l'énergie Au cœur du nouveau conflit mondial » (2023, mention d'honneur du prix Turgot 2024), et le n°26 de la [revue Énergies](#) à paraître le 18 septembre, : « Comment les réseaux éoliens ont infiltré l'État »

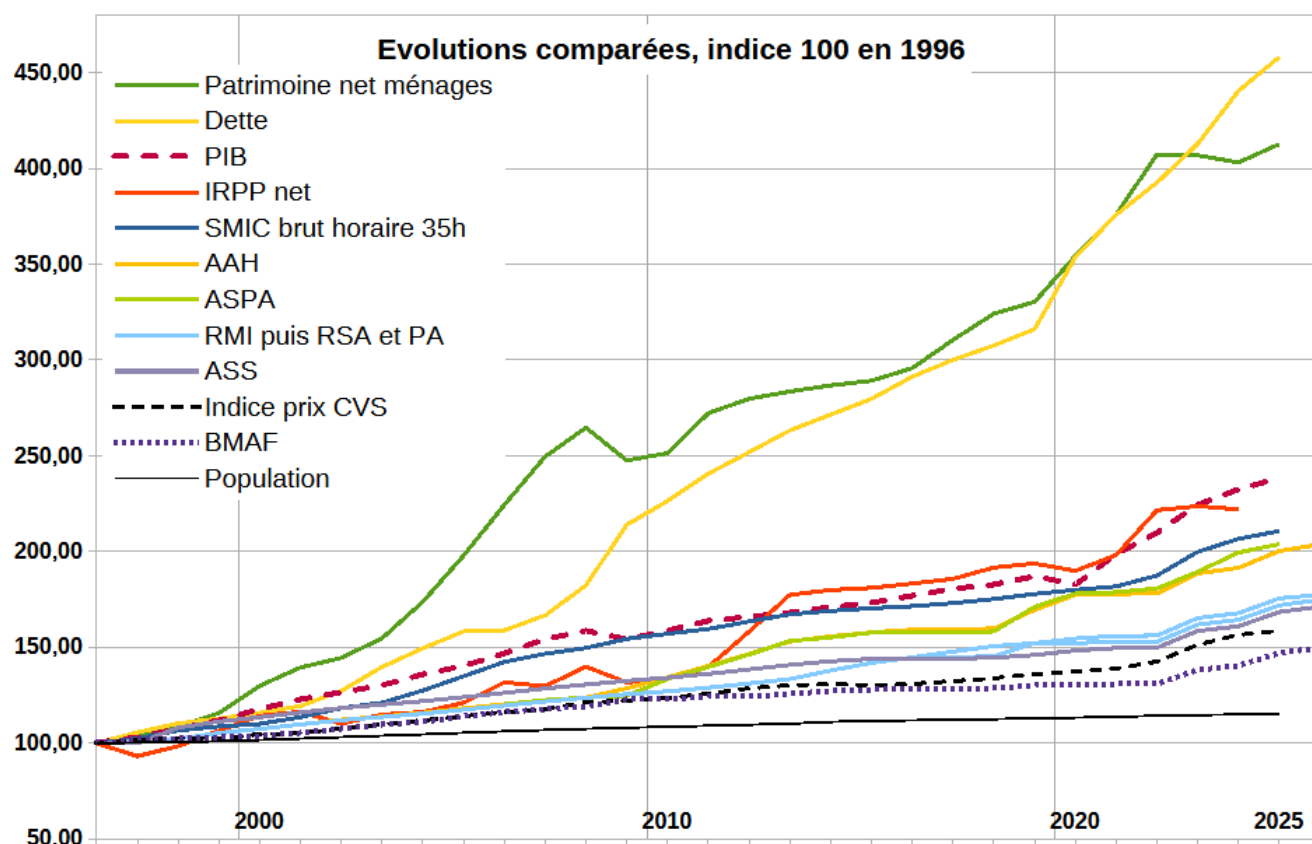
## La défense

La France est historiquement un pays guerrier. Elle avait de l'influence quand l'occident industrialisé dominait le monde. Elle ne représente plus que 1 % de la planète. L'image qu'elle a d'elle-même ne correspond plus à ses moyens.

Au lieu de développer son armement, de fuir ses problèmes internes en prétendant donner des leçons de démocratie à d'autres, ne ferait-elle pas mieux de donner l'exemple d'une société hétérogène pacifiée ?

## La dette accumulée

Avec ce qui vient d'être dit, on peut viser à terme un budget en équilibre, mais non pas le remboursement de la dette (3 350 Md€). Le graphique ci-après montre que celle-ci, depuis trente ans, croît beaucoup plus vite que le PIB... et à la même vitesse que le patrimoine des ménages.



Le patrimoine net des ménages est de 14 716 Md€ fin 2024, dont 9 867 Md€ d'immobilier.

Une simulation sommaire montre que si ce patrimoine net avait été taxé à 0,8 % par an depuis 1975, la dette serait inférieure de 3000 Md€, aux dépens du patrimoine net des ménages. Celui-ci aurait néanmoins augmenté plus vite que le PIB.

Il incombe aux épargnants, qui sont les bénéficiaires de la politique irresponsable menée dans le passé, et qui sont les seuls à en avoir les moyens, de rembourser la dette. Il y a pour cela deux chemins.

Le premier, pacifique, consiste à taxer tous les patrimoines, au minimum au taux de 0,1 % par mois, pour une recette de 170 Md€ par an. Si l'on en juge par le faible rendement des impôts sur le patrimoine (IFI ou ISF et droits de succession), qui n'a jamais dépassé 20 Md€ par an, c'est politiquement utopique. Un tel impôt serait refusé, ou mité par des exemptions.

Le second consiste à ne rien faire. Les taux d'intérêts vont augmenter jusqu'au moment où les créanciers refuseront de prêter davantage à la France. Ce sera la faillite de l'État et des banques. Les avoirs bancaires accessibles (livrets d'épargne, PEL, assurances-vie...) seront gelés pour payer en partie les salaires des fonctionnaires et les retraites. Les plus riches trouveront des parades.

## Conclusion

« Bloquons tout » désigne des boucs émissaires. À gauche, il s'agit des riches. À droite, il s'agit de l'Europe, des immigrés, des fraudeurs. L'idéologie habille de fausses solutions basées sur la haine de l'autre et menant à la violence.

Cette fuite de la réalité est encouragée par les médias qui, au lieu d'expliquer le « quoi », se passionnent pour le « qui ».

Certes, la réalité objective (chiffrée) est un peu compliquée et anxiogène. Mais au plan de notre santé mentale, ne pas l'affronter est pire. D'ailleurs, si le niveau d'épargne des Français est élevé, c'est que plus ou moins consciemment, ils se préparent à des moments difficiles. Leur pressentiment est juste, c'est pour bientôt.